

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule risques accidentels et risques chroniques

Albi, le 01/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société MARCEAU AMALRIC**

ZAC de la Plane Basse  
81660 BOUT DU PONT DE L'ARN

Références : 81- CRARC-2024-04  
Code AIOT : 0006803867

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 sur le site exploité par Société MARCEAU AMALRIC, implanté ZAC de la Plane Basse - 81660 BOUT DU PONT DE L'ARN. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société MARCEAU AMALRIC
- ZAC de la Plane Basse 81660 BOUT DU PONT DE L'ARN
- Code AIOT dans GUN : 6803867
- Régime : Autorisation

Ce site comprend une installation de nettoyage et décapage des matériaux par traitement thermique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Valeurs limites Débourbeurs	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 3.3.9	Demande d'action corrective	2 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7.3.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 3.1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 2.1.5	Sans objet
3	Vidange Débourbeurs	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 3.3.4	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7.2.2.6	Sans objet
7	Eaux extinctions incendie	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour les points Valeurs limites Débourbeurs et Installations électriques, l'exploitant fera parvenir à l'inspection, sous les délais respectifs de deux et six mois, le rapport de contrôle des valeurs limites de rejet aqueux sur le second débourbeur ainsi que les justificatifs permettant de lever les non-conformité des contrôles de 2022 et 2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 3.1			
Prescription contrôlée :			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2566-1a	Nettoyage, décapage des matériaux par traitement thermique : 1- La capacité du four étant : a – Supérieure à 2000 l	Dérégulage des coussinets au chalumeau, dégazage par traitement thermique (four) <b>3000 l</b>	A
2552-2b	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux (à l'exclusion de celles relevant de la rubrique 2550). La capacité de production étant : 2- Supérieure à 100 kg/jour, mais inférieure ou égale à 2 t/jour	Coulée de régule chargée à – de 3 % <b>380 kg/jour</b>	DC
2560-B2	Travail mécanique des matériaux et alliages B- autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2- Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Usinage de régule, fabrication de pièces, remise en état des pièces <b>320 kW</b>	DC
2564-A2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. A- Pour les liquides organohalogénés ou des solvants volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant : 2- Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l	<b>225 l</b>	DC
2565-2b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphotation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolyte ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2- Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : b- Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l	<b>1000 l</b>	DC
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, et 2782. La quantité de déchets traités étant : 2- Inférieure à 10t/j	Évaporateur pour déchets aqueux non dangereux <b>0,02 t/jour</b>	DC
Régime : A (Autorisation), DC (Déclaration soumise à Contrôle périodique).			
<b>Constats :</b> Le classement des installations classées de la société MARCEAU AMALRIC est prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2015. Ce classement n'a pas évolué.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N°2 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 2.1.5
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un système d'aspiration de fumée avec torche aspirante dans l'atelier de chaudronnerie. Ce système, aspirant les fumées de soudures et poussières, a été installé fin 2022 et est relié à un cyclone à l'extérieur du bâtiment équipé de 2 filtres à cartouches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°3 : Vidange Débourbeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 3.3.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont contrôlés annuellement par l'exploitant et sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement [...]. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.
<b>Constats :</b> Le site dispose de deux débourbeurs : un récupérant les eaux de ruissellement sur les aires de stationnement et de chargement, ainsi qu'un deuxième plus petit récupérant les eaux de la station de lavage. Ces deux débourbeurs sont raccordés au Thoré. Le débourbeur de la station de lavage est vidé annuellement. La dernière vidange par la société SARP SUD-OUEST a eu lieu le 22 janvier 2024. Un bordereau de suivi de déchet, dressé sous l'application Trackdéchets, est remis à l'inspecteur. Le débourbeur des eaux de ruissellement est surdimensionné et le volume de 2/3 boues est rarement atteint. Ces deux débourbeurs sont vérifiés périodiquement par l'exploitant (fréquence inférieure à l'année) et sont équipés de détecteur d'opacité, avec alarmes, situées dans 2 bâtiments à proximité des débourbeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°4 : Valeurs limites Débourbeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 3.3.9									
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 3.3.5.)									
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration maximale (mg/l)</th></tr><tr><td>DCO</td><td>300</td></tr><tr><td>MES</td><td>100</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr></table>	Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	DCO	300	MES	100	Hydrocarbures totaux	10	
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)								
DCO	300								
MES	100								
Hydrocarbures totaux	10								
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un contrôle des valeurs limites de rejets en sortie de son débourbeur de la station de lavage par le laboratoire agréé EUROFINs le 19 janvier 2024. Les résultats (DCO : 6 mg/l, MES : 6 mg/l et hydrocarbures totaux : 0,1 mg/l) sont conformes aux valeurs limites de l'article 3.3.9 de l'arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015. Aucun contrôle des valeurs limites de rejets en sortie du débourbeur des eaux de ruissellement, n'a eu lieu depuis plusieurs années.									
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspecteur demande à l'exploitant de faire réaliser ces contrôles sur le second débourbeur et de les lui transmettre sous 2 mois.									
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites									
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective									
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois									

**N°5 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 7.2.2.6	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux de plus de 300 m <sup>2</sup> (ainsi que ceux de plus de 100 m <sup>2</sup> situés en sous sol ou aveugles) sont désenfumés par des ventilations hautes et basses de section égale au 1/100ème de leurs surfaces. Les dispositifs de désenfumage doivent être manœuvrables depuis les planchers respectifs. Les systèmes de désenfumage doivent être réalisés conformément à l'arrêté du 5 août 1992 modifié fixant les dispositions relatives à la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.	
<b>Constats :</b> Des systèmes de désenfumage sont installés dans les bâtiments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- 5 trappes dans la partie supérieure du mur extérieur de l'atelier de chaudronnerie avec commandes manuelles pneumatiques et catouches à gaz;</li><li>- 4 trappes dans la toiture de l'atelier mécanique avec commandes manuelles pneumatiques et catouches à gaz;</li><li>- 5 trappes dans la toiture du hall de montage avec commandes manuelles par câble.</li></ul> Ces systèmes de désenfumage sont conformes à l'arrêté du 5 août 1992 modifié.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N°6 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 7.3.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement (au moins 1 fois par an) par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant fait réaliser chaque année une vérification de ses installations électriques par l'organisme tiers agréé APAVE. Dans les derniers contrôles du 19 octobre 2022 et du 9 octobre 2023, 5 non-conformités ont été relevées. L'exploitant déclare vouloir corriger ces non-conformités pour fin juillet avant de refaire un nouveau contrôle par l'organisme tiers agréé APAVE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspecteur demande à l'exploitant de lui transmettre sous 6 mois, un justificatif de levée de ces non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N°7 : Eaux extinctions incendie****Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral d'Autorisation du 10/06/2015, article 74.1**Prescription contrôlée :**

(...) V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif manuel d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Le total du volume de confinement disponible est de 363 m<sup>3</sup>.

**Constats :** Dans le dossier de demande d'autorisation du 15 janvier 2015, les surfaces imperméabilisées présentent un volume de stockage total de 363 m<sup>3</sup>. Une vanne d'obturation manuelle, positionnée en point bas du site, isole les eaux d'extinction d'incendie. Une procédure incendie, rappelle de fermer cette vanne en cours d'incendie.

Au cours de la visite d'inspection, il est constaté que les surfaces imperméabilisées ne présentent pas de dégradation de surface. Pour atteindre la vanne d'obturation, l'exploitant doit prendre une échelle et descendre au fond d'un trou supérieur à 3 m de profondeur, fermé par un regard.

L'exploitant propose de réaliser sous 2 mois un système de fermeture de cette vanne accessible depuis le regard sans prendre d'échelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite